



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
Semaine du 5 au 9 octobre 2026

Faits saillants

- La Première ministre Takaichi confirme le cap de sa politique budgétaire « proactive et responsable »
- La Bourse de Tokyo annonce une réforme de l'indice *TOPIX*, qui affiche une croissance de 17 % depuis le début de l'année
- 8^{ème} mois consécutif de hausse des salaires réels au Japon
- Les exportations sud-coréennes de semi-conducteurs ont progressé de +263 % sur un an en septembre

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 09/10	Var. vs. 02/10
USD/JPY	158,3	+0,44 %
USD/KRW	1 339	-0,48 %
Nikkei 225	69 031 pts	+1,1 %
KOSPI	6 626 pts	-5,4 %
JGB 10 ans	3,006 %	-8,2 pdb
KTB 10 ans	4,394 %	+4,2 pdb

Japon

Macroéconomie

Politique économique | Dans son discours de politique générale prononcé le 5 octobre en ouverture de la session parlementaire, la Première ministre S. Takaichi a confirmé le maintien d'un cap budgétaire « proactif et responsable », ciblant (i) le soutien au pouvoir d'achat des ménages (cf. *infra*), et (ii) le soutien à la croissance économique grâce au plan d'investissement public-privé de 370 000 Mds JPY (2 340 Mds USD) à horizon 2040. Le coût budgétaire de cette stratégie – dont les priorités pour les 5 prochaines années devraient être formulées d'ici la fin de l'année – est estimé dans les projections gouvernementales à 10 000 Mds JPY (63 Mds USD) par an, soit une contribution de l'Etat à hauteur de 40 % de l'enveloppe (140 000 Mds JPY, soit 880 Mds USD d'ici à 2040). Sur le plan budgétaire, la Première ministre a réaffirmé l'objectif de réduction du ratio de dette publique sur PIB, et s'est engagée à contenir les émissions annuelles d'obligations souveraines (JGBs), précisant que le gouvernement pourrait réviser certaines dépenses en cas de mouvements désordonnés des rendements obligataires. Pour mémoire, les demandes budgétaires émanant des ministères ont atteint un montant record de 143 100 Mds JPY (880 Mds USD) contre 98 800 Mds JPY (625 Mds USD) de recettes projetées, tirées à la hausse ces dernières années par l'inflation. Par ailleurs, la Première ministre a fait

valoir que la stimulation de la compétitivité industrielle du pays, induite par sa politique expansionniste, contribuerait à un mouvement d'appréciation du yen (alors que la devise a cédé 4 % en rythme nominal à l'égard du dollar US depuis son accession au pouvoir en octobre 2025).

Salaires réels | Les salaires réels ont crû de +1,5 % sur un an en août, enregistrant un 8^{ème} mois consécutif de hausse (après 12 mois de contractions successives en 2025), malgré un léger ralentissement par rapport à juillet (-0,5 pp). Alors que les bénéfices d'entreprises devraient être favorisés en 2026 par la demande liée à l'IA et la faiblesse du yen, la persistance de tensions sur le marché du travail offre un environnement favorable aux prochaines négociations salariales de printemps (*shuntō*), ouvrant la voie à une probable 4^{ème} année consécutive de hausse des salaires nominaux supérieure à 5 %. Le renforcement du pouvoir d'achat ne s'est toutefois pas encore traduit par un redressement de la consommation des ménages, en repli continu depuis décembre 2025. L'entrée en vigueur en avril prochain de la quasi-suspension de la taxe à la consommation sur les produits alimentaires doit précisément participer à la relance des dépenses des ménages.

Balance courante | Le Japon a enregistré en août un excédent courant de 4 062 Mds JPY (26 Mds EUR), en hausse de +12 % sur un an. Cette progression repose principalement sur l'excédent des revenus primaires, qui a atteint un record de 5 133 Mds JPY (32 Mds USD ; +21,6 %), porté par la hausse des revenus d'investissements à l'étranger (+24,1 %), notamment les dividendes versés par les filiales étrangères. Le solde commercial s'est en revanche dégradé pour le 4^{ème} mois consécutif, affichant un déficit de -688 Mds JPY (-4,3 Mds USD), les importations (+28 %) ayant progressé davantage que les exportations (+19 %), en lien avec le renchérissement des importations énergétiques. Le déficit des services (-116 Mds JPY ; -0,7 Md USD) s'est, pour sa part, réduit de moitié par rapport à son niveau d'août 2025, tandis que l'excédent touristique a atteint 400 Mds JPY (2,5 Mds USD ; +10,3 %). La structure de l'excédent courant confirme ainsi le rôle croissant des revenus tirés du stock d'investissements japonais à l'étranger, qui compensent largement la dégradation du solde commercial.

Secteur financier

Marché boursier | Le *Japan Exchange Group* (JPX) a annoncé le 7 octobre une réforme de l'indice *TOPIX*, qui pourrait s'accompagner potentiellement du retrait progressif de 683 sociétés et de l'intégration de 35 nouvelles valeurs à compter du 30 octobre 2026. Cette restructuration, qui durcit les critères d'inclusion en matière de liquidité et de capitalisation, devrait à terme ramener le nombre de titres composant l'indice de 1 636 (fin août) à moins de 1 000. L'objectif de cette rationalisation consiste à inciter les entreprises à améliorer leur valorisation, tout en rendant l'indice plus facilement répliquable par les investisseurs passifs. Les sociétés exclues, qui verront leur pondération réduite progressivement jusqu'en juillet 2028, ne représentent cependant que 3 % de la capitalisation du *TOPIX*, limitant l'impact attendu sur la performance globale de l'indice. Le *TOPIX* affiche une forte progression depuis avril 2025, évoluant au-delà de 4 000 points depuis juin dernier (+17 % depuis janvier 2025). En parallèle, le *Nikkei 225*, principal indice de la bourse tokyoïte, a retrouvé le 6 octobre son niveau de juin, avec une clôture à 70 694 points (+37 % depuis le début de l'année).

Marché obligataire | Le marché obligataire japonais demeure sous pression, avec un taux de référence à 10 ans évoluant autour de 3,1 % depuis le 24 septembre, son plus haut niveau depuis 1996, en hausse d'environ 100 pdb depuis début 2026 et de 150 pdb depuis la nomination de la Première ministre. Le rendement à 10 ans a ensuite refluer en cette fin de semaine, clôturant à 3,0 %. Les dernières adjudications témoignent néanmoins d'une demande soutenue, stimulée par l'attractivité des rendements : le ratio de couverture des obligations à 10 ans a atteint 3,76

mardi (contre 3,21 en moyenne sur douze mois), et celui des obligations à 30 ans s'est établi à 3,88 jeudi (3,56 en moyenne). Cette demande contribue à stabiliser les tensions sur le marché obligataire nippon, dans un contexte de défiance quant à (i) la crédibilité du projet économique de l'administration Takaichi, (ii) autour du risque de retard dans l'ajustement monétaire opéré par la Banque du Japon, sur fonds de tendance haussière globale des rendements souverains. Le *Fiscal System Council*, sous tutelle du ministère des Finances, a alerté sur la hausse du coût du service de la dette, qui atteindrait 35 900 Mds JPY (228 Mds USD) en 2035 selon un scénario de référence (+20 pdb au cours des exercices fiscaux 2027 et 2028, puis un taux obligataire stable à 3,6 %), contre 13 000 Mds JPY (82 Mds USD) dans le budget initial de 2026 (soit une charge triplée en 10 ans). Une hausse supplémentaire de 100 pdb des taux obligataires en 2027 porterait ce montant à 45 200 Mds JPY (286 Mds USD).

Secteurs non financiers

Data centers | La société australienne de centres de données *AirTrunk* prévoit de tripler le montant total de ses investissements dans les *data centers* au Japon, pour atteindre 30 Mds USD sur les 5 prochaines années. L'entreprise prévoit également de doubler sa capacité actuellement engagée au Japon de 530 MW à 1 GW et d'étendre son campus TOK1 à Inzai (est de Tokyo) avec près de 1 Md USD d'investissements dédiés aux technologies de refroidissement liquide. Ces projets d'investissement répondent à la hausse de la demande en infrastructures d'IA en Asie-Pacifique, qui s'élevait à 28 GW en 2025 - soit un tiers de la demande mondiale derrière l'Amérique du Nord (43 %). Au Japon, les capacités en *data centers* destinés à l'IA, actuellement de 1,1 GW, pourraient quadrupler d'ici à 2033 pour atteindre 4,9 GW.

Semiconducteurs | L'entreprise japonaise *Towa*, fabricant des équipements pour la production de semi-conducteurs, a annoncé investir 5 Mds JPY (31,6 Mi EUR) pour la construction d'une usine destinée à la production d'équipements de moulage pour l'industrie des semi-conducteurs près de son siège, à Kyoto. L'usine devrait fabriquer des équipements de moulage des puces dans une résine plastique, un procédé permettant de les protéger contre les dommages, la poussière et l'humidité. *Towa*, qui détient 60 % du marché mondial de ce type de produits, ne fabriquait jusqu'ici ces équipements que sur des sites de production à l'étranger (Chine, Malaisie, Corée du Sud) et faisait appel à des sous-traitants au Japon. Cette annonce s'inscrit dans les priorités du gouvernement japonais en matière de sécurité économique et de développement des capacités domestiques en matière d'industrie des semi-conducteurs.

Automobile | L'entreprise américaine d'IA *Applied Intuition* a signé des partenariats avec *Honda Motor* et *Nissan Motor* pour le développement de logiciels destinés aux véhicules de nouvelle génération. Ces accords portent sur les véhicules définis par logiciel (*software-defined vehicles*), utilisés pour améliorer les fonctionnalités des véhicules et conçus autour d'un système d'exploitation. *Honda* et *Nissan*, qui avaient annoncé en août vouloir unifier leurs systèmes d'exploitation pour véhicules, utiliseront donc le système d'exploitation et les outils logiciels d'*Applied Intuition*. Confrontées à une concurrence de plus en plus vive tant à l'échelle internationale que domestique, plusieurs entreprises japonaises voient dans ces solutions d'IA appliquées une des réponses aux difficultés actuelles de l'industrie automobile.

Energie | En marge de la réunion ministérielle de l'AZEC (communauté asiatique pour les émissions zéro), le 8 octobre, S. Garin (Secrétaire à l'énergie des Philippines) et R. Akazawa (Ministre de l'économie, du commerce et de l'industrie du Japon) ont signé un mémorandum de coopération en matière d'énergie nucléaire aux Philippines. Un groupe de travail conjoint pilotera des échanges sur la sûreté, la régulation, l'acceptabilité sociale et les technologies de réacteurs, dont les SMR, avec l'appui de la JAEA (*Japan Atomic Energy Agency*) et du JAIF (*Japan Atomic Industrial Forum*). Manille vise 1,2 GW nucléaires en 2032, 2,4 GW en 2035 et 4,8 GW en

2050, et s'est dotée d'un régulateur, *PhilATOM* (loi RA 12305). Bien que non contraignant, ce texte illustre la volonté du Japon d'entrer sur le marché philippin de l'énergie nucléaire, malgré un net retard pris sur les États-Unis, qui ont signé un accord bilatéral de coopération avec les Philippines en 2024, et la Corée du Sud (via un accord de coopération conclu en mars 2026 entre l'entreprise sud-coréenne KHNP et l'opérateur philippin *Meralco*). Pour Tokyo, il s'agit d'adosser le nucléaire à son offre de sécurité énergétique déjà engagée avec Manille, en particulier sur les stocks pétroliers dans le cadre de l'initiative POWERR Asia.

Corée du Sud

Macroéconomie

Commerce extérieur | Les exportations sud-coréennes ont enregistré une nouvelle hausse record en septembre (+83,5 % en glissement annuel à 120,9 Mds USD), portée principalement par les ventes de semi-conducteurs (+263 % en g.a., à 60 Mds USD) qui représentent désormais près de la moitié des ventes totales. Cette envolée reflète à la fois la hausse des volumes exportés, soutenue par la demande mondiale liée à l'IA, et l'augmentation des prix des puces mémoire. *Samsung Electronics* a ainsi estimé avoir dépassé les 100 000 Mds KRW (environ 80 Mds USD) de bénéfices d'exploitation au T3 2026, grâce à son activité de mémoire à haute bande passante (HBM) et de produits DRAM. La hausse des exportations a aussi été favorisée par les ventes de produits pétroliers (+72 %) et les cosmétiques (+31,4 %). Par destination, les exportations ont progressé vers les États-Unis, la Chine, l'Asie du Sud-Est et l'Union européenne. Alors que les importations sud-coréennes ont progressé de +26 %, l'excédent commercial de la Corée s'est établi à 49,9 Mds USD (contre 9,6 Mds USD à la même période il y a un an). Cette dynamique, qui prolonge le rallye initié début 2026, rapproche le pays du seuil de 1 000 Mds USD d'exportations annuelles en 2026. L'accélération de la demande extérieure en faveur des produits sud-coréens reste cependant fortement concentrée dans les semi-conducteurs, alors que la production industrielle totale du pays a baissé en août (-2,2 % en g.a.).

Secteurs non financiers

Spatial | Le lanceur sud-coréen Nuri a réussi son 5^{ème} lancement le 7 octobre depuis le centre spatial sud-coréen Naro, emportant un record de 15 satellites dans l'espace. Cinq satellites principaux d'observation de la Terre (NEONSAT 2 à 6), développés par le KAIST, ont été déployés successivement en orbite, rejoints par neuf satellites plus petits (*CubeSats*) dédiés à la recherche scientifique. Ce lancement s'inscrit dans le cadre du projet de constellation de satellites sud-coréens, qui devrait être opérationnelle d'ici 2027. Cette constellation aura pour objectif la surveillance des catastrophes naturelles (incendies de forêt, inondations) avec pour finalité de renforcer la sécurité nationale. Elle fait suite à quatre lancements successifs depuis 2022, démontrant les capacités et la fiabilité du lanceur Nuri vis-à-vis du secteur privé. Le succès du lancement illustre aussi la montée en compétence du secteur spatial de la Corée, capable de produire des satellites et de les placer de façon autonome en orbite, renforçant son accès souverain à l'espace et son ambition de devenir l'une des cinq plus grandes puissances spatiales mondiales d'ici à 2045. Alors qu'un 6^{ème} lancement est prévu en 2027, le pays prépare déjà le successeur de *Nuri*, en investissant dans un véhicule de lancement de nouvelle génération réutilisable, qui offrirait des lancements moins coûteux et plus fréquents.

Transition verte | Le ministère du Climat, de l'Énergie et de l'Environnement (MCEE) a présenté la feuille de route de sa stratégie de transition verte « K-GX » (*Korea Green Transformation*), qui prévoit de mobiliser 1 000 000 Mds KRW (747 Mds USD) sur dix ans. Le dispositif annoncé comprend 200 000 Mds KRW (soit 149 Mds USD) de fonds fiscaux et 790 000 Mds KRW (soit 589 Mds USD) de financement climatique public, mobilisé via des prêts à taux préférentiels et des garanties octroyés entre autres par la *Korea Development Bank* et la *Industrial Bank of Korea*, et orientés principalement vers les régions et les PME, afin de transformer les efforts de neutralité carbone en source de croissance économique. Le plan cible cinq secteurs très émetteurs, dont la sidérurgie, le ciment et les semi-conducteurs, afin d'accélérer leur décarbonation. Il prévoit de soutenir le développement d'industries vertes telles que l'acier vert, les batteries, l'énergie solaire, l'éolien, l'hydrogène et les petits réacteurs modulaires. Le gouvernement a par ailleurs rappelé ses objectifs d'atteindre 100 GW de capacité d'énergie renouvelable d'ici 2030 et 70 % de véhicules neufs propres (électriques et à hydrogène) d'ici 2035, dans le cadre de sa transition énergétique.

Acquisition | L'entreprise française *OPMobility* a finalisé le 30 septembre un accord avec *Hyundai Mobis* visant à acquérir 100 % de son activité éclairage pour une valeur de 600 Mds KRW (environ 390 Mi EUR). Cette acquisition doit permettre au groupe français d'élargir son portefeuille de technologies et de clients, ainsi que son implantation géographique mondiale, conformément à sa stratégie de diversification. L'équipementier automobile coréen *Hyundai Mobis*, filiale de *Hyundai Motor Group*, exploite cinq usines en Corée du Sud, en Chine, au Mexique et en République Tchèque dans le cadre de son activité éclairage et a réalisé un chiffre d'affaires de 2 500 Mds KRW (1,62 Md EUR) en 2025. Cet achat renforce par ailleurs la position de l'équipementier français sur un marché de la mobilité en pleine transformation, marqué par l'électrification massive des véhicules. *OPmobility* vise une finalisation de l'opération au second semestre 2027, sous réserve des autorisations réglementaires requises.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtrésor.gouv.fr